



Les communautés résistent à l'accaparement des terres et aux plantations d'arbres

Le sommet climatique de 2021 aggravera les deux



Indigènes Tupinikim récupèrent leur territoire au Brésil

Notre Opinion: Le dernier sommet de l'ONU pour l'accaparement des terres.....	2
Apprendre des leaders indigènes Tupinikim au Brésil sur la reconquête de leurs territoires: une lutte de plus de 40 ans.....	6
En Tanzanie, les communautés locales continuent d'être confrontées aux problèmes posés par les plantations d'arbres de Green Resources.....	15
L'agrobusiness c'est le feu: accaparement des terres, déforestation et incendies en Amazonie, au Cerrado et au Pantanal.....	18
Rencontre mésoaméricaine de communautés contre le palmier à huile.....	23
Plantations de monocultures d'eucalyptus et d'hévéas promeuvent la faim dans les communautés rurales.....	27

RECOMMANDATIONS

En 2020, les invasions de terres et les meurtres d'autochtones ont augmenté en pleine pandémie....	29
« Le débat sur le climat ne concerne pas les molécules de CO2 ».....	29
Des voix d'Asie du Sud-Est à l'occasion d'un rassemblement régional.....	29
Expansion de l'énergie éolienne en Chine et exploitation du balsa en Équateur.....	30
« L'opium du climat » : intégrer les baleines aux marchés du carbone.....	30

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes: deux dirigeants indigènes Tupinikim du Brésil ; Fondation SUHODE, Tanzanie ; quatre femmes militantes au Brésil qui de différents espaces sont liées à l'Articulation Agro é Fogo [L'agro-industrie est le feu]; déclaration et expériences du Réseau mésoaméricain contre le palmier à huile ; et du Mozambique, ils contribuent ADECRU - Acção Académica para o Desenvolvimento Das Communities Rurais (Action universitaire pour le développement des communautés rurales), Justicia Ambiental Mozambique (JA!) / Amis da Terra - Mozambique, AJOCME - Associação de Jovens Combatentes Montes Errego (Association des Jeunes combattants Montes Errego) et Missão Tabita (Mission Tabita).

Les communautés résistent à l'accaparement des terres et aux plantations d'arbres

Le sommet climatique de 2021 aggravera les deux

Notre Opinion

Le dernier sommet de l'ONU pour l'accaparement des terres

Le sommet des Nations Unies pour l'accaparement des terres, qui s'est tenu à Glasgow, a une fois de plus clairement indiqué que ces instances ne feront jamais avancer les solutions déjà existantes à la crise climatique. Son agenda est préétabli par ceux qui sont au pouvoir et cherchent à faire plus de profits. Au vu de ce nouveau « paquet climat », mobilisons-nous en solidarité avec les communautés et les groupes qui résistent aux véritables facteurs du chaos climatique.

Les dirigeants mondiaux ont passé 26 ans à discuter et à négocier de prétendues « politiques climatiques » qui ont clairement aggravé l'instabilité climatique. La réalité, tout au long de ces années d'intensification de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre, montre que le dénominateur commun de la plupart des politiques climatiques internationales a été de garantir que les combustibles fossiles continuent d'alimenter un modèle économique qui profite aux riches et aux puissants. Un modèle économique qui prospère avec une accumulation de terres, de main-d'œuvre et de ressources. Et année après année, il devient de plus en plus évident que ces sommets n'ont pas grand-chose à voir avec le climat. On devrait les appeler les Sommets de l'ONU pour les profiteurs ou les Sommets de l'ONU pour l'accaparement des terres.

Cette année n'a pas échappé à la règle. L'industrie des combustibles fossiles, ainsi que les entreprises, les responsables politiques et les institutions financières qui sont ses alliés, principalement des pays du Nord, ont réussi à faire figurer les « solutions fondées sur la nature » et le « zéro émission nette » dans les projets de déclaration finale du Sommet (1).

Avant de décrypter certaines des menaces que ces concepts représentent pour les populations paysannes et forestières, il est essentiel de souligner qu'au moins 503 lobbyistes de l'industrie des combustibles fossiles étaient présents et ont influencé le dernier Sommet de l'ONU pour l'accaparement des terres à Glasgow. L'analyse de plusieurs ONG a établi que si le lobby des combustibles fossiles avait été une délégation nationale, elle aurait été la plus nombreuse. Et leur analyse ne prenait pas en compte d'autres industries polluantes comme l'agro-industrie, le secteur financier ou les transports. (2) C'est vraiment un sommet de l'ONU pour les profiteurs.

Un accord climatique en faveur de plus de compensations, de plantations d'arbres et d'accaparement des terres

L'inclusion de termes séduisants tels que les « solutions fondées sur la nature » (SFN) ou le « zéro net » masque en réalité des portes ouvertes aux gouvernements et aux entreprises leur permettant de continuer à polluer, sur la base d'un fantasme selon lequel ils peuvent contrebalancer leurs émissions par des compensations et des solutions technologiques.

Ces portes ouvertes renforceront encore l'accaparement des terres et des forêts au service des compensations carbone. Les territoires des peuples autochtones, des communautés forestières, paysannes et traditionnelles seront fermés pour en faire des réservoirs de carbone destinés à appuyer les allégations « zéro net » des entreprises et les solutions fondées sur la nature.

Le terme « zéro net » permet essentiellement aux gouvernements et aux entreprises de ne pas réduire les émissions et, par conséquent, de transférer le fardeau aux générations futures. [Cette idée n'est pourtant pas nouvelle](#) Elle est apparue tout au long de l'histoire de ces Sommets avec une terminologie différente, comme le Mécanisme de développement propre ou REDD+. Déjà, les compagnies pétrolières, les distributeurs, les géants de l'agro-industrie et les compagnies aériennes proposent des produits et services prétendument « neutres en carbone » censés n'avoir entraîné ou ne pouvant entraîner qu'un niveau d'émission « zéro net ». Tout le monde pourrait devenir « zéro net » pendant que la combustion des combustibles fossiles se poursuivrait. Par conséquent, le terme n'a aucun sens en tant que politique climatique. Ceux qui profitent de ces terminologies sont les profiteurs qui veulent améliorer leur image et maintenir en vie leur modèle économique destructeur. L'objectif commun de ces formulations et de ces politiques est de retarder la fin de la combustion des combustibles fossiles et de renvoyer le problème à quelqu'un d'autre, pour qu'il s'en occupe sur les terres de quelqu'un d'autre. Le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » ne sont que la continuation de ce processus catastrophique.

Au début de cette année, le WRM a [publié un bulletin](#) alertant sur ce que nous préférons appeler les « ~~solutions~~ spoliations fondées sur la nature ». Allant de la promotion des plantations industrielles d'arbres à la clôture d'un plus grand nombre de forêts pour en faire des zones de conservation sans population humaine, ces soi-disant politiques climatiques renforcent sérieusement la menace d'accaparement des terres et de violence pour les communautés vivant dans et autour de ces zones. En 2020, lors du dernier sommet de l'ONU pour l'accaparement des terres, de grands pollueurs comme Shell, Total et BP, en collaboration avec des grands groupes conservationnistes comme Conservation International, ont [lancé une initiative visant à promouvoir ces accaparements de terres liés aux solutions fondées sur la nature](#). Cette année, le terme « solutions fondées sur la nature » figurait déjà dans les ébauches de l'accord final du Sommet de l'ONU.

En outre, ces promesses et engagements déjà vides de sens ne sont que volontaires. Ils ne sont pas assortis d'instruments juridiquement contraignants et leur non-respect n'entraîne aucune conséquence juridique.

Plus d'argent promis pour « sauver les forêts »... ou pour les privatiser ?

Lors du Sommet de l'ONU pour l'accaparement des terres de novembre 2021, plus de 100 gouvernements ont signé la Déclaration de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres. (3) Bien qu'on ait parlé à son propos de nouvel engagement international pour sauver les forêts, il n'amène rien de nouveau. La Déclaration de New York en 2014 promettait déjà de réduire la déforestation de 50 % d'ici 2020 et d'y mettre fin d'ici 2030. Depuis lors, la déforestation n'a cessé d'augmenter. Et, bien sûr, il y a REDD+, un mécanisme introduit en 2005, pour lequel de nombreuses décisions ont été adoptées lors des Sommets de l'ONU pour l'accaparement des terres, et pour lequel des millions de dollars ont été dépensés pour préparer les pays à ce dispositif. Mais REDD+ a également complètement échoué à lutter contre la déforestation. Pire encore, il est largement utilisé comme mécanisme de

compensation, ce qui signifie que même si les émissions dues à la déforestation étaient réduites, toute réduction serait annulée par la poursuite des émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles. (4)

Par ailleurs, 12 pays du Nord se sont engagés à fournir 12 milliards de dollars de financement climatique dans le cadre d'un nouvel engagement mondial en faveur du financement de la forêt (Global Forest Finance Pledge) entre 2021 et 2025. L'annonce précise que les pays utiliseront leur financement public en faveur du climat « pour mobiliser des financements cruciaux issus de source privée afin d'engager un changement à grande échelle ». (5) De plus, 1,5 million de dollars ont été promis par 12 pays du Nord (dont l'Union européenne) et le Bezos Earth Fund (du propriétaire du géant de la distribution Amazon) pour la protection des forêts du bassin du Congo. Selon ce dernier engagement, les partenaires « ont l'intention de poursuivre dans cette direction au cours des années à venir, en recherchant des financements et des investissements accrus provenant de très diverses sources publiques et privées, tout en améliorant la coordination, l'efficacité et l'accessibilité ». (6)

Quels intérêts se dissimulent derrière ces engagements ? Qu'attendent ces « donateurs » en retour ? Les millions de dollars mobilisés servent en grande partie à des investissements pour lesquels les donateurs (ou plutôt, les investisseurs) espèrent non seulement atteindre leurs objectifs « zéro émission nette », mais également générer des rendements élevés. Ces promesses de financement tentent de nous faire croire que le fait d'injecter plus d'argent dans les forêts pourrait arrêter la déforestation. Mais, plus d'argent signifie plus d'intérêts particuliers et un renforcement des stratégies gouvernementales et privées qui sont imposées aux territoires des populations forestières. Ce qui, à son tour, signifie plus d'accaparements de terres et de violences. Nous avons vu comment l'augmentation du « financement climatique » peut facilement se traduire par une expansion des plantations d'arbres en monoculture (qui, selon les règles de l'ONU, sont considérées comme des « forêts »), des zones de conservation sans population, des énergies renouvelables qui ont recours à la biomasse (énergie à partir de granulés de bois), des solutions technologiques non éprouvées et d'autres dispositifs qui ne font que nuire fondamentalement aux communautés forestières et à leurs espaces de vie.

Les sommets de l'ONU pour l'accaparement des terres ne feront jamais avancer les solutions déjà existantes pour résoudre la crise climatique. Son agenda est préétabli par ceux qui sont au pouvoir et par ceux qui cherchent à obtenir plus de profits.

Au vu de ce nouveau « paquet climat » lourd de menaces d'accaparements de terres, nous devons nous mobiliser et organiser nos énergies et nos actions militantes en affirmant notre solidarité avec les communautés et les groupes qui résistent aux véritables moteurs du chaos climatique.

Le Secrétariat international du WRM

**Ferme la déclaration, [NON aux Solutions Fondées sur la Nature !](#)
[La déclaration restera ouverte à la signature jusqu'à la fin de l'année 2021.](#)**

(1) UNFCCC, Draft COP decision proposed by the President, novembre 2021, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Overarching_decision_1-CP-26.pdf

(2) Corporate Europe Observatory, Hundreds of fossil fuel lobbyists flooding COP26 climate talks, novembre 2021, <https://corporateeurope.org/en/2021/11/hundreds-fossil-fuel-lobbyists-flooding-cop26-climate-talks>

(3) UN Climate Change Conference, Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use, novembre 2021, <https://ukcop26.org/glasgow-leaders-declaration-on-forests-and-land-use/>

- (4) REDD-Monitor, The Glasgow Declaration on Forests is far from “unprecedented”. It’s just another in a long line of meaningless UN declarations, novembre 2021, <https://redd-monitor.org/2021/11/03/the-glasgow-declaration-on-forests-is-far-from-unprecedented-its-just-another-in-a-long-line-of-meaningless-un-declarations/>
- (5) UN Climate Change Conference, The Global Forest Finance Pledge, novembre 2021, <https://ukcop26.org/the-global-forest-finance-pledge/>
- (6) UN Climate Change Conference, COP26 Congo Basin Joint Donor Statement, novembre 2021, <https://ukcop26.org/cop26-congo-basin-joint-donor-statement/>

Apprendre des leaders indigènes Tupinikim au Brésil sur la reconquête de leurs territoires: une lutte de plus de 40 ans

Des leaders indigènes Tupinikim au Brésil rapportent l'expérience de leur peuple dans la lutte contre l'une des plus grandes entreprises de plantation d'eucalyptus et de production de cellulose au monde: Aracruz Celulose – l'actuelle Suzano Papel e Celulose. Ils racontent les enseignements tirés d'une lutte au cours de laquelle les peuples indigènes ont récupéré 18.070 hectares de terres.

Il s'agit du premier article d'une série sur l'expérience des communautés qui ont repris leurs territoires, envahis par des monocultures d'arbres. Dans cet article, deux dirigeants indigènes Tupinikim du Brésil décrivent l'expérience de leur peuple dans la lutte pour la terre contre l'une des plus grandes entreprises de plantation d'eucalyptus et de production de cellulose au monde: Aracruz Celulose – l'actuelle Suzano Papel e Celulose. Ils parlent des principaux enseignements qu'ils en ont tiré, des défis et des difficultés.

En 1500, lorsque a débuté l'invasion du Brésil par les colons portugais, les Tupinikim habitaient une superficie qui s'étendait sur de milliers de kilomètres des côtes brésiliennes, du nord-est jusqu'au sud du pays. Après des siècles de combats, de génocides et de massacres, ils n'occupaient, dans les années 1960, qu'un petit territoire de l'actuelle municipalité d'Aracruz, au nord de l'État d'Espirito Santo, où ils étaient répartis dans 40 villages d'une région de la Forêt Atlantique. C'est à cette époque de recherche de la Terre sans Mal, qu'un groupe d'indigènes de la tribu Guarani les a rejoints.

En 1967, en pleine dictature militaire, qu'Aracruz Celulose envahit ce territoire et détruisit presque tous les villages indigènes, y compris le village de Macacos, où serait, plus tard, construit le complexe des 3 usines cellulose d'Aracruz. Les Tupinikim et les Guaranis sont restés confinés dans 3 villages seulement. Outre qu'ils ont perdu leur territoire, Aracruz a abattu une grande part de la forêt pour planter la monoculture d'eucalyptus.

Ce qui aurait pu paraître un coup mortel a été, en fait, le point de départ d'une lutte qui a duré plus de 40 ans, durant laquelle, en 3 étapes, les indigènes ont récupéré 18.070 hectares de terres. Le gouvernement fédéral a reconnu et a démarqué 4.492 hectares en 1981, 2.568 hectares en 1998 et, enfin, 11.000 hectares en 2007 en tant que Terres Indigènes Tupinikim-Guarani.

Pour que cela se produise, les peuples indigènes ont dû faire pression sur le gouvernement afin de garantir le droit des Tupinikim-Guarani aux terres traditionnellement occupées par eux, comme il est stipulé dans la Constitution brésilienne. Pour cela, en 1980, 1998 et 2005, les Tupinikim et les Guaranis ont utilisé la tactique qu'ils appellent «auto-démarcation». Sur la base de l'identification des terres préalablement effectuée par un groupe technique désigné par le gouvernement fédéral et en collaboration avec les communautés, les peuples indigènes ont abattu les eucalyptus d'Aracruz afin de délimiter eux-mêmes leur territoire.

Malgré les actions violentes de la police et d'Aracruz qui ont détruit les villages que les indigènes avaient reconstruits dans la zone récupérée et réoccupée; malgré une campagne raciste promue par Aracruz - alléguant que les Tupinikims n'étaient pas des indigènes - les Tupinikims et les Guaranis sont restés inébranlables et ont continué à se battre jusqu'à ce que le ministre de la Justice signe, en 2007, l'ordonnance de démarcation reconnaissant officiellement leurs terres.

Mais le combat n'est pas encore terminé. Le gouvernement anti-indigène de Jair Bolsonaro, conjointement avec d'autres forces anti-indigènes, cherche maintenant à adopter le soi-disant «jalon temporel», qui suggère qu'il n'est possible de démarquer des terres indigènes que là où les peuples indigènes étaient présents en 1988. Cela pourrait entraîner l'annulation de la propriété de la plupart des terres tupinikim et guarani dans l'État de Espírito Santo.

Le WRM parle au sujet de ces 40 ans de lutte pour la terre Tupinikim-Guarani avec Deusdeia Tupinikim, femme leader du village de Pau Brasil, et Paulo Henrique, leader Tupinikim du village de Caieiras Velhas et coordinateur de l'organisation indigène APOINME qui lutte pour les droits des peuples indigènes du Nord-Est du Brésil, des États de Minas Gerais et d'Espírito Santo.

WRM : Dans cette lutte de 40 ans, vous avez eu trois moments de lutte dans lesquels vous avez fait l'auto-démarcation du territoire. Comment ce combat a-t-il débuté et qu'est-ce que l'auto-démarcation ?

Paulo: Tout d'abord, j'aimerais pouvoir remercier de m'avoir donné l'occasion de vous parler et de pouvoir ainsi transmettre un peu de notre expérience aux autres communautés qui font face à ce défi de récupérer leur territoire. Ici au Brésil, la lutte pour la terre est toujours un goulot d'étranglement et un défi pour de nombreux peuples, des communautés et des mouvements sociaux. Nous avons pu le faire, même en sachant que ces 18.070 hectares de terres ne représentent pas le territoire intégral, mais c'est ce qui était revendiqué à l'époque par les leaders auprès de la FUNAI [agence gouvernementale pour les affaires indigènes], et il a été considéré comme le minimum suffisant pour la reproduction physique et culturelle des peuples indigènes ici dans la région. Lors du premier combat, j'étais encore un enfant, lors du deuxième j'ai participé un peu et j'ai participé plus intensément au troisième.

Afin de lancer un combat pour la terre, l'essentiel est de savoir ce que vous voulez et d'avoir des preuves concrètes en guise d'appui afin que vous puissiez entrer dans un combat comme celui-ci bien étayés. Nous avons des documents historiques prouvant notre occupation traditionnelle du territoire, y compris un document de 1610 qui montre que la Couronne Portugaise avait fait don d'une concession de terres aux Tupinikim, sur les terres occupées, plus tard, par Aracruz Florestal.

Nous avons fait l'auto-démarcation à trois reprises, en 1980, 1998 et 2005. Cela signifie que nous avons, nous-mêmes, délimité notre territoire. À chaque fois que nous avons fait cela, nous savions que nous devions le faire, adopter le combat, parce que le gouvernement avait paralysé et classé notre procès. Nous devions forcer le gouvernement pour qu'il reprenne le procès, qu'il reconnaisse et délimite notre territoire. Nous avons fait l'auto-démarcation avec la participation de toutes les communautés.

Deusdeia : Nous sommes entrés dans le combat pour la terre car, pour nous, la question de l'eau était très importante : les *restingas* (1), les sources, les points d'eau. Nous avons également commencé à identifier, mettre de côté certaines terres afin que la nature puisse avoir la liberté de renaître. Nous avons aussi besoin de plus d'espace car aujourd'hui, seulement dans le village de Pau Brasil, nous avons plus de 200 familles vivant ici. Notre plus grand rêve était donc d'avoir cet espace pour que nos enfants et petits-enfants puissent construire leur maison, avoir la liberté de sortir, la liberté de pêcher, la liberté de planter et de prendre soin de l'environnement car Aracruz avait planté jusque-là des eucalyptus même

dans les grottes, sur les berges et même dans le lit des ruisseaux et les rivières. À la suite de notre lutte, l'eau coule de nouveau dans plusieurs ruisseaux là où il n'y a plus de plantations d'eucalyptus.

WRM : Quelles ont été les principales leçons que vous avez tirées de ce long combat ?

Paulo: La première leçon que je retiens est que rien n'est impossible. Nous avons lutté contre une entreprise multinationale. Nous avons été très critiqués, nous avons subi des représailles de la part du gouvernement, nous avons subi des persécutions, des préjugés et de la discrimination, mais nous n'avons pas courbé l'échine.

La deuxième leçon est l'union des peuples qui ne pourra être atteinte que si l'on met de côté les différences qui existent entre certains, en s'unissant et combattant un ennemi plus grand qui à l'époque était Aracruz Celulose. Il n'y avait personne qui soit plus grand ou plus petit, nous étions tous dans le même bateau. Si quelqu'un se faisait tirer dessus, tout le monde prendrait la balle, si l'un pouvait manger, tout le monde mangerait. Cette égalité a été très importante.

La troisième leçon est l'importance d'avoir un seul objectif. Notre objectif était la reconquête du territoire et à aucun moment nous ne nous sommes écartés de cet objectif. Nous pouvions élaborer différents plans pour atteindre notre objectif, mais l'objectif était clair et unique.

Deusdeia : Ce combat a été une excellente expérience d'apprentissage et, au fil des ans, nous avons grandi, nous avons vu comment nous pouvions améliorer le combat. A chaque combat, les caciques, ensemble avec les communautés, avaient une meilleure compréhension des lois, de la façon de se regrouper et d'élaborer des stratégies. L'une des choses qui m'a frappée, ce sont les combats de 1998 et 2005 parce que c'est à ce moment-là que nous, les femmes, nous étions bien impliquées.

WRM : Quels ont été les écueils, pour les femmes indigènes, à entrer dans cette lutte? Comment avez-vous eu le courage d'être là-bas, dans l'occupation, avec les hommes ?

Deusdeia : Je me souviens bien quand nous nous sommes réunis [le 1^{er} jour de l'auto-démarcation, en 2005, lorsque la police était en train d'arriver], lorsque les caciques et les leaders, pour lesquels j'ai beaucoup de respect, ont dit que quiconque voudrait rentrer chez soi, qu'il le fasse, mais qu'eux, ils allaient rester jusqu'à la fin. Nous étions nombreux. Comment nous avons fait pour décider de ne pas laisser les caciques seuls, je ne saurais pas dire. Je pense que c'est notre Dieu Tupã, qui nous a beaucoup encouragés à avoir du courage et rester auprès de nos leaders. Et lorsque tu es sûr que ça [la terre] est à toi, tu te lances sans crainte de commettre des erreurs. C'est à ce moment-là que nous, les femmes, avons dit que nous étions venues ici et que nous ne partirions d'ici qu'en compagnie de tous, une fois que la terre serait reconquise.

Je me souviens que lorsque nous avons occupé l'usine d'Aracruz, nous, les femmes et les enfants, étions restés devant. Ils ont dit qu'ils n'avaient rien fait aux hommes à cause de la présence de femmes et des enfants et cela nous a renforcés en tant que femmes. Dans toutes les actions que nous avons faites, nous étions là, avec notre arc et nos flèches, avec nos coiffes, et lorsque nous nous sommes mises devant eux, nous avons vu que les policiers

ne combattaient pas. Cependant, lorsqu'ils sont arrivés à Olho d'Água avec le tracteur pour détruire le village et la salle de prière, nous n'étions pas présentes là-bas, à ce moment-là.

Encore aujourd'hui, lors des rencontres au sein des communautés, nous avons notre mot à dire, et nous parlons. Et cela a renforcé et encouragé les femmes. Cette situation d'un autre temps, lorsque les femmes restaient en retrait, aujourd'hui cela ne se reproduit plus. Aujourd'hui, nous sommes côte à côte ici dans la lutte. Et si je dois me battre de nouveau, je serai certainement là si je le peux. Ces jeunes qui se sont rendus à Brasília, pour lutter contre le «jalon temporel», m'envoyaient des messages, à moi: «regarde femme, tu es une guerrière, nous sommes ici parce que nous avons été inspirés par toi ». C'est pour moi un honneur de savoir qu'à travers notre combat, non seulement le mien mais le combat de nombreuses femmes, dont certaines sont déjà parties, d'autres continuent de lutter, les jeunes d'aujourd'hui s'inspirent.

WRM : Quels ont été les principaux défis, les difficultés que vous avez rencontrés dans ce combat ?

Paulo: Le principal défi pour commencer le dernier combat de 2005 était de nous mettre en tête que le territoire était plus important qu'un accord qui avait été signé en 1998 avec Aracruz Celulose. Les leaders et les communautés étaient attachés à cet Accord, qui démarquait une partie de notre territoire, transférait de l'argent et quelques autres bénéfices aux communautés et, en échange, cédaient une grande partie de nos terres à Aracruz. C'était un énorme défi et je l'ai ressenti très directement car j'étais l'un des rares à remettre en question cet accord. Mais, nous avons réalisé un travail de sensibilisation dans les communautés, en parlant aux gens, jusqu'à ce que nous ayons eu un leadership auprès de toutes les communautés qui a compris que nous luttons en faveur de notre territoire.

Un autre défi lié à cet accord était de renoncer aux choses que nous avons obtenues en 1998 : des inscriptions à l'université, des projets agricoles, des transferts d'argent distribués aux familles de la vente d'eucalyptus, à Aracruz Celulose, planté sur des terres indigènes; de se détacher donc de tout ça pour ensuite aller se battre pour le territoire. On nous a beaucoup critiqués en disant qu'on mettait tout à terre, qu'il ne resterait plus rien, mais nous sommes restés sur nos positions et nous avons pu démontrer que le territoire était extrêmement important.

Un défi encore plus grand en a résulté qui était celui de rassembler toutes les communautés pour pouvoir nous battre. Nous avons tenu une assemblée générale et c'est surtout le discours des anciens qui a été extrêmement déterminant car ils ont réussi à expliquer aux gens l'importance de la lutte pour la terre et nous avons ensuite réussi à nous rassembler et à convaincre toutes les autres communautés à se joindre à nous dans cette lutte.

Bien sûr, nous avons eu beaucoup d'autres défis. Je me souviens qu'au milieu de la lutte, des gens disaient: « Pourquoi sommes-nous ici, luttant pour ces terres. Laissons ces terres à Aracruz et continuons à gagner de l'argent avec l'eucalyptus ». Ils disaient cela et essayaient de convaincre les autres pour qu'ils abandonnent. Nous avons donc dû faire un travail constant de sensibilisation auprès de la communauté, pour que nous soyons tous ensemble, avec les leaders, dans la lutte.

Un autre défi a eu lieu en janvier 2006 lorsque la police a envahi notre territoire (reconquis) et démantelé notre village Olho d'Água que nous avons reconstruit. Je me souviens que

j'étais le premier à arriver là-bas, j'ai essayé de convaincre le commandant de police qui était devant moi pour l'en dissuader et en essayant de faire la médiation, mais, finalement, cela a conduit à toute la violence qui s'est produite là-bas. Mais nous sommes des Indiens, nous sommes têtus, et nous sommes allés là-bas et avons reconstruit encore une fois Olho d'Água et le village est là, Dieu merci.

WRM : C'est à l'occasion de cette dernière démarcation que vous avez non seulement démarqué le territoire, mais que vous avez décidé de l'occuper, en reconstruisant certains des anciens villages détruits comme Olho d'Água. Pourquoi pensiez-vous qu'il était important d'occuper le territoire ?

Deusdeia : D'après les témoignages de nos aînés, il y avait une quarantaine de villages indigènes avant l'arrivée de l'entreprise. Lorsque nous avons commencé le combat, nous sommes sortis avec les plus âgés, tel M. Antonino de mon village. Il nous a emmenés là où il avait habité, dans le village de Cantagalo. À l'époque où il habitait là-bas, il y avait une grande rivière, et c'est pour ça que nous y avons trouvé une énorme quantité de coquilles d'huîtres. Cette coquille était comme notre identité qui était là-bas, prouvant que cet endroit avait été jadis la demeure du peuple indigène. Aujourd'hui, il n'y a plus d'eucalyptus là-bas, heureusement.

Lorsque nous avons décidé de prendre possession de ce territoire, c'était au monde de voir ces villages disparus, de voir tout ce grand territoire qui appartient aux peuples indigènes et, lorsque ces villages ont été sauvés, par exemple, dans le cas d'Olho d'Água, il y a une histoire. Je parle d'Olho d'Água comme d'un fils qui demande de l'aide. Car lorsque l'eucalyptus y a été planté, ce point d'eau ne s'est jamais tari, il était toujours vivant, mais demandant de l'aide. Même avec la plantation d'eucalyptus, cette eau n'est pas restée silencieuse. Le sauvetage de ce village était comme un rêve.

Paulo: Même méconnaissables aux yeux de certains, aux yeux des indigènes plus âgés ces anciens villages ne l'étaient évidemment pas, ils avaient une relation intime avec cet espace. Il était donc important de les reconstruire afin de relancer l'occupation du territoire. En d'autres termes, il n'est pas seulement important de démarquer. Nous avons décidé d'occuper afin de montrer que nous étions là non seulement à lutter pour la terre, mais à lutter pour nos espaces sacrés, ceux où vivaient nos ancêtres. Un troisième point est que les trois villages que nous avons reconstruits, Areal, Olho d'Água et Córrego d'Ouro, étaient des points stratégiques dans le territoire repris pour assurer la surveillance et le contrôle de notre espace, afin que nous puissions savoir qui entrait et qui sortait de notre territoire.

WRM : Y a-t-il eu un processus d'apprentissage tout au long de cette lutte de 40 ans ?

Paulo: Oui, et je tiens à souligner qu'il y a eu, d'une démarcation à l'autre, des processus de cooptation de leaders qui ont été aux avant-postes de la lutte, surtout dans la période de 1998 à 2005, celle que j'ai le plus suivie. Parce que je pense que nous étions en mesure, à ce moment-là, en 1998, d'achever la démarcation du territoire. Mais malheureusement, lors de l'auto-démarcation, les leaders ont subi des pressions et ont été emmenés à Brasilia, ils ont été cooptés et ont préféré accepter un Accord échangeant des terres contre de l'argent puis d'arrêter le combat. Mais en 2005, nous avons décidé de reprendre le combat car nous avons compris que la terre était plus importante que l'argent. C'est pourquoi je parle de l'importance de l'objectif qui doit être commun à tous. Ainsi, nous avons beaucoup appris, la lutte pour la terre a été comme une école qui nous a permis de mener d'autres luttes aussi.

D'ailleurs, notre combat n'est pas terminé, il continuera car de nouvelles menaces pèsent sur notre territoire.

WRM : Comment la lutte pour la terre a-t-elle à voir avec la lutte pour sauver et renforcer l'identité culturelle des Tupinikim ?

Paulo: La lutte pour la terre fait partie de cette lutte pour sauver notre culture. D'abord, parce que c'est une terre traditionnelle Tupinikim, mais surtout, je voulais dire que la démarcation du territoire indigène devrait être considérée par nos peuples comme la lutte principale et par nos gouvernants comme la principale politique publique pour les peuples indigènes. Et ceci parce que le territoire est le début de tout. Si je n'ai pas de territoire assuré, je n'ai pas d'éducation, de santé de qualité, je n'ai pas d'environnement qui garantit ma survie, mon gagne-pain, je n'aurai pas d'espace pour exercer mes pratiques traditionnelles. Alors quand nous démarquons, occupons et reconstruisons les villages pour que nous puissions réaliser nos pratiques, nos rituels et nos cérémonies, c'est parce que notre territoire indigène nous le permet. Nous devons avoir cette relation avec la terre, avec les éléments de la nature.

Deusdeia : Lorsque nous avons commencé cette lutte pour reconquérir le territoire, un désir a également commencé émerger en nous en vue d'avoir une éducation indigène, avec nos éducateurs et de récupérer notre langue. Nous avons connu un enseignant de São Paulo, Navarro, qui a fait ce travail de sauvetage des langues avec différents peuples, nous avons connu un indien du peuple Potiguara qui a récupéré une langue qui ressemble à la nôtre et qui est aujourd'hui déjà la langue maternelle de ce peuple. Nous avons pu amener ces personnes ici et prendre des cours avec elles. Nous avons profité des connaissances des plus âgés parce qu'ils possédaient un vocabulaire encore fluide. Nous avons commencé à faire des recherches sur la langue et ma grand-mère a dit, à l'époque, qu'elle n'allait pas nous dire à quoi ressemblait notre langue parce qu'elle ne voulait pas qu'il nous arrive ce qu'elle a elle-même vécu. Elle a épousé une personne non indigène et a été beaucoup battue pour qu'elle parle « correctement ». C'était du machisme de vouloir faire taire les femmes pour qu'elles ne parlent pas leur langue. Mais nous avons réussi à prendre note de ses paroles qui voltigeaient. Puis vint la nécessité d'insérer le résultat du sauvetage de notre langue dans la salle de classe pour en faire profiter les enfants et les enseignants indigènes. Tout cela a été un grand pas en avant et cela s'est produit en même temps que la lutte pour la terre.

WRM : Lors du dernier combat en 2005-2007, Aracruz a lancé une campagne raciste en disant que vous n'étiez pas Tupinikim, suggérant que vous n'étiez pas indigènes. Quel en a été l'impact sur vous et pour le combat?

Deusdeia: Aracruz a tout essayé pour montrer au gouvernement et au monde, que nous n'étions pas d'ici, et également que nous n'étions pas indigènes. Mais cela ne nous a pas intimidés car nous étions sûrs d'être originaires de ce territoire. Notre certitude nous vient des récits des anciens. Nous avons été très fermes dans nos récits, nous avons vraiment interrogés nos anciens et avons continué le combat. En 2006, par exemple, nous avons mené une action et une occupation des usines de l'entreprise. Il n'y avait rien là-dedans qui puisse nous atteindre, bien au contraire. Nous nous sommes assis là avec des enfants, avec des femmes et même des personnes âgées s'étaient assis là également. Et lorsque l'on est sorti, ou même quand on allait à un affrontement, on était sûrs de ne pas mourir, mais d'aller à la conquête. Et plus Aracruz apportait ces déclarations à elle, plus nous étions sûrs,

avec nos pieds bien ancrés sur terre, que cette Terre Mère, elle était bien là pour nous nourrir et que les enfants de nos enfants seraient enterrés ici dans cette terre.

Paulo: Je me souviens qu'une fois, étant allé dans la ville d'Aracruz pour faire mes courses au supermarché, j'ai mon corps peint et aussi celui de ma fille, c'était en fait quelque temps après le combat, mais juste pour que vous puissiez voir comment cela se reflétait encore dans l'attitude des gens ici dans la municipalité. Je faisais la queue pour acheter de la viande avec d'autres personnes, mais personne ne voulait me servir. J'ai dit: « Juste parce que je suis indien, juste parce que je suis peint, personne ne veut s'occuper de moi ? » J'ai ramassé mes affaires et je suis parti. Beaucoup de choses comme ça se sont produites. Il y avait des enfants qui allaient à l'école à l'extérieur du village, s'ils étaient peints, ils ne rentraient pas, ils étaient renvoyés parce qu'ils étaient indiens. Nous souffrons également de la persécution et de la criminalisation parce que nous combattons pour défendre notre territoire. Une fois, un leader a été poursuivi par un agent de sécurité armé travaillant pour Aracruz. Avec un autre leader, nous sommes allés à sa rencontre et nous avons pris son arme et l'avons remise à la FUNAI, or nous avons été convoqués devant le tribunal, nous avons été poursuivis pour vol de véhicule, formation de gang armé, enlèvement, etc., comme si nous étions des criminels, alors que cet agent de sécurité aurait pu tuer notre leader en plein milieu de la route.

Toutes ces discriminations et persécutions ont continué pendant longtemps même après la fin du combat, parce qu'Aracruz avait répandu des rumeurs comme quoi nous étions ici pour envahir les terres, prendre le contrôle de toute la municipalité, que nous allions même envahir les maisons des gens, c'est ainsi que les gens médisaient de nous et commencèrent à se révolter contre nous. Cela a créé une situation très inquiétante et embarrassante. Nos enfants ont même dit qu'ils ne voulaient plus être indiens, mais nous avons réussi à surmonter cela, à travailler cela entre nous et nous sommes là pour prouver que nous sommes un peuple résistant, que nous ne fuyons pas la lutte. Ils n'ont pas réussi à briser notre résistance car nous étions déterminés pour aller jusqu'au bout de notre objectif.

WRM : Quelle était la relation avec les partisans de la lutte, et pourquoi ces soutiens étaient-ils importants ?

Deusdeia : l'importance de ces soutiens était très grande, car ils croyaient et ils avaient un engagement envers nous. Il s'agissait d'organisations, de mouvements, d'autres communautés, d'enseignants, d'étudiants et aussi de quelques politiciens. Ils ont beaucoup participé à révéler au monde que les indiens ne mentent pas, qu'ils sont d'ici. Ensemble, nous avons créé des dossiers sur nous et sur notre lutte, ces dossiers ont été envoyés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, grâce à cela, notre soutien a augmenté. Notre victoire a été également due au soutien à l'extérieur du Brésil, renforçant le désaveu contre Aracruz. Même si Aracruz avait beaucoup d'argent, beaucoup de pouvoir, son argent ne nous a pas fait taire, il ne pouvait pas, non plus, acheter des personnes et des organisations des pays consommateurs de son produit, au contraire, ils nous ont rejoints. Ce fut une très grande victoire pour nous, nous avons affronté l'entreprise en conquérant ses extrémités et lorsqu'elle s'en est aperçue, elle était déjà encerclée par ceux qui nous soutenaient à l'extérieur et par nous grâce à notre mobilisation au sein des communautés. Sans ces soutiens, nous aurions également conquis le territoire, mais je pense que cela aurait pris plus de temps.

Paulo: Les gens qui étaient sensibilisés à notre lutte, à la lutte indigène, ont été déterminants, et également ceux qui, avec nous, ont décidé de rejoindre la lutte et de ne jamais la lâcher. Cela montre l'importance de l'articulation, car pour un grand combat comme le nôtre, nous ne pouvons pas le gagner seuls, nous avons besoin de personnes et d'organisations au Brésil et à l'étranger, qui sont avec nous pour pouvoir réaliser ce que nous voulons.

WRM : Que diriez-vous aux autres communautés qui veulent se battre pour reprendre du territoire. Qu'est-ce qu'il est important de prendre en charge et qu'est-ce qu'il est préférable d'éviter?

Paulo: Outre l'importance de se lancer dans un combat bénéficiant de soutiens, de faire pression, comme nous l'avons fait, en réalisant notre auto-démarcation, il est aussi extrêmement important qu'ils soient organisés. Il ne sert à rien de vouloir se battre quand vous êtes désorganisés, il faut être organisés car si vous entrez désorganisés, vous ne gagnerez pas votre combat.

Une autre chose, s'il s'agit de plusieurs groupes, communautés ou personnes, il faut qu'il y ait un objectif commun car il ne sert à rien d'avoir l'objectif de vouloir conquérir un territoire, comprenant qu'il est important pour ma survie, ma subsistance et mon existence, tandis que d'autres veulent y entrer uniquement en faveur de leurs intérêts individuels, voulant s'enrichir, sachant pertinemment que ces intérêts ne contribuent pas à l'avenir et aux intérêts collectifs des communautés, ceci dit, nous savons, évidemment, que de telles personnes existent parmi nous et sont, même, nombreuses.

Le dernier point important mais pas des moindres est de réfléchir à la stratégie, vous devez avoir une stratégie de combat. Comment allez-vous vous battre sans avoir de stratégie? Lorsque nous sommes entrés dans l'auto-démarcation, nous avons tout planifié et discuté, nous avons une stratégie.

Deusdeia : Je pense que l'une des premières attitudes est l'unité, l'union pour moi est une chose, l'unité, est une autre chose qui se mélange et ne peut pas être séparée. C'est que tous pensent de la même façon, qu'ils aient une stratégie, c'est chercher des appuis qui aident vraiment cette organisation de la communauté pour qu'elle puisse elle-même revendiquer son territoire. C'est grâce à cette unité que nous pouvons nous organiser et aussi sauver et renforcer notre culture, nous avons sauvé une grande partie de notre culture qui avait été perdue comme l'artisanat, nos danses et la langue dont j'ai déjà parlé.

Nous devons également nous unir avec d'autres communautés. Aujourd'hui, à travers tout le Brésil, nous nous unissons pour défendre notre territoire - les peuples indigènes, les communautés quilombolas, les riverains, le MST - contre la discrimination et la persécution envers nos communautés. Nous devons renforcer notre identité comme le MST le fait dans ses implantations, ils prouvent leur identité en plantant des légumes dans leurs potagers qui parviennent à la table de la population et même à celle des dirigeants qui, aujourd'hui, veulent leur retirer ce droit de survie.

Il faut donc s'organiser, s'asseoir et discuter avec tout le monde, avoir une stratégie et faire attention. Par exemple, ne pas laisser des gens du dehors entrer dans la communauté, et prendre n'importe qui, il faut savoir avec qui parler, car c'est aussi comme ça que nous nous sommes organisés. Même pour cela, nous devons avoir une stratégie, nous devons être

prudents, mais avec la sagesse et le savoir traditionnel de chaque peuple, nous sommes capables de renforcer encore plus le combat.

WRM : Si le gouvernement Bolsonaro parvient à imposer le « jalon temporel » et que cela pourrait impliquer la perte d'une partie de votre territoire, les Tupinikim et les Guarani vont-ils renoncer à la terre ?

Paulo: Nous ne renoncerons pas à nos terres, nous nous battons, mourons jusqu'au dernier indigène, car c'est notre terre, notre territoire et nous la défendrons à tout prix, personne ne pourra nous l'enlever.

(1) Note du traducteur: Bande de forêt au bord d'une rivière qui émerge lors des crues

En Tanzanie, les communautés locales continuent d'être confrontées aux problèmes posés par les plantations d'arbres de Green Resources

Green Resources Tanzania Limited (GRL) se présente comme une entreprise de premier plan en Afrique de l'Est. Elle prétend offrir des solutions au changement climatique en plantant des arbres en monoculture. Cette affirmation erronée et trompeuse cache la réalité sur le terrain. GRL est à l'origine d'un accaparement des terres, d'une déforestation, d'une destruction des prairies et de nombreux dommages sociaux.

Je m'appelle Frank Luvanda. Je suis né, j'ai grandi et je vis en Tanzanie. Je travaille à la Fondation SUHODE, une ONG petite mais active qui s'attaque à différents problèmes environnementaux et sociaux auxquels les communautés locales sont confrontées dans ce pays. Cet article est l'occasion d'exposer au reste du monde les dangers et les maux que les sociétés de plantation d'arbres en monoculture, en particulier la société Green Resources Tanzania Limited, apportent en Tanzanie.

Green Resources est la plus grande société de plantation d'arbres du pays, ainsi que de la région de l'Afrique de l'Est, où elle contrôle une superficie d'environ 38 000 hectares. Il s'agit d'une société norvégienne, contrôlée par Norfund, l'institution gouvernementale norvégienne dédiée au développement, et Finnfund, la société d'investissement du gouvernement finlandais. Hors de la Tanzanie, la société possède également des plantations d'arbres au Mozambique et en Ouganda.

Discours et mensonges

Ces dernières années, de nombreuses communautés en Tanzanie ont été confrontées à des difficultés liées au changement climatique, telles que l'augmentation des températures, l'émergence de nouvelles maladies humaines ou végétales, de fortes inondations, de longues saisons de sécheresse, des régimes de pluie imprévisibles, la multiplication des événements climatiques extrêmes, l'élévation du niveau de la mer, la submersion de petites îles et bien d'autres problèmes. Ces impacts du changement climatique entraînent à leur tour d'autres difficultés, entre autres l'insécurité alimentaire, l'expansion des déserts, la diminution de la quantité et de la qualité de l'eau, la perte de la biodiversité dans divers écosystèmes. Et toutes ces difficultés affectent lourdement les communautés locales, en particulier celles qui dépendent de leurs terres pour l'alimentation et la production de cultures commerciales dans leurs localités respectives.

Pour aggraver encore ce contexte difficile, certaines sociétés multinationales et des bailleurs de fonds ont proposé des soi-disant solutions pour atténuer le changement climatique en insistant sur l'expansion des plantations d'arbres en monoculture, en particulier dans les pays du Sud. Après avoir témoigné pendant de nombreuses années de ce à quoi ressemblent ces plantations sur les territoires et pour les communautés vivant dans et autour de ces monocultures, je peux affirmer clairement que les plantations industrielles en monoculture ne constituent PAS une solution pour atténuer les impacts négatifs du changement climatique. La solution ne peut être que de laisser les combustibles fossiles dans le sol.

Green Resources Tanzania Limited (GRL) se présente comme une entreprise de premier plan parmi les autres sociétés de plantations d'arbres en monoculture en Afrique de l'Est.

Elle prétend offrir des solutions aux impacts négatifs du changement climatique en plantant d'importantes superficies d'arbres en monoculture pour séquestrer le carbone.

Cette affirmation erronée et trompeuse cache la réalité sur le terrain. En plantant des milliers d'hectares de plantations d'eucalyptus et de pins, GRL entraîne en effet de nombreuses difficultés pour les communautés locales et a un impact négatif sur l'environnement en général en accaparant des terres, en détruisant des forêts et les écosystèmes de prairies et en contribuant à la perte de la biodiversité.

Green Resources sur le terrain en Tanzanie

J'ai récemment visité douze villages riverains des plantations de GRL, à savoir Mapanda, Kihanga, Nzivi, Idete, Mninga, Taweta, Uchindile, Ukami, Mgugwe, Mnyela, Chogo et Igowole. Il m'est apparu évident que de nombreuses communautés dans ces villages connaissent de graves problèmes, dont la plupart ont été causés par l'accaparement de leurs terres et de leurs ressources par GRL.

Les communautés du village d'Idete sont maintenant confrontées à une pénurie de terres en raison de l'accaparement d'une grande partie de leurs terres par GRL pour ses plantations.

GRL est arrivée à Idete en 1996 et a acquis 14 000 acres (5 665 hectares), une zone connue par les communautés sous le nom de Ferme 900, avec le plein consentement des communautés d'Idete. Quelques années plus tard, GRL a acquis 12 000 acres (4 856 hectares), une zone connue localement sous le nom de Ferme 901. Les communautés et les autorités locales actuelles d'Idete affirment qu'elles ne comprennent pas comment ces terres ont été données à l'entreprise, car il n'y a pas eu de consultation, et l'acquisition a donc sans doute été réalisée illégalement. Du point de vue des communautés, le contrôle par GRL de la Ferme 901 est un accaparement malhonnête de leurs terres fertiles, qui a provoqué beaucoup de souffrances en raison des surfaces de terres insuffisantes qui leur ont été laissées. Pour de nombreux membres de la communauté, *« les terres de la Ferme 901 étaient les terres fertiles de la communauté villageoise locale pour leurs utilisations actuelles et futures, mais elles sont maintenant détenues illégalement par GRL ! »*.

En conséquence, les gens souffrent de la faim en raison du manque de terres pour produire leurs récoltes, faire paître leur bétail et pratiquer d'autres activités sociales et économiques. Les conflits fonciers entre les communautés locales d'Idete se multiplient, car les gens se disputent de plus en plus de petites parcelles de terre. Pour échapper à cette situation, certaines communautés ont choisi de s'éloigner et de commencer une nouvelle vie à l'intérieur des forêts le long de la route vers Makambako. Pour leur survie, elles ont donc dû défricher ces zones, bien connues sous le nom de forêts de Miombo. D'autres membres de la communauté d'Idete ont décidé de retourner à la Ferme 901 pour continuer à cultiver, en affirmant que GRL ne les avait pas consultés ni indemnisés et qu'ils étaient prêts à se battre pour leurs terres ! Beaucoup d'autres commencent à se sentir encouragés à pénétrer dans la Ferme 901, afin de faire entendre leurs voix et leurs demandes par rapport à cette terre particulière qui leur a été arrachée.

Un autre danger manifeste des activités de GRL en Tanzanie est clairement visible dans le village d'Ukami. GRL a acquis 3 400 hectares de terres dans ce village en faisant, comme d'habitude, de nombreuses promesses, telles que la construction d'un bureau pour les

autorités du village, des salles de classe, des établissements de santé et la création d'emplois pour les communautés. La plupart de ces promesses n'ont pas été entièrement tenues. Les autorités actuelles du village ne comprennent toujours pas pourquoi leurs prédécesseurs ont offert une telle superficie de terres sans réserver en réserver aux communautés pour qu'elles puissent mener leurs activités socio-économiques dans leur région. Elles soupçonnent que la corruption a pu aider GRL à acquérir la quasi-totalité des terres du village d'Ukami.

Les communautés locales ont lancé une campagne pour obtenir la restitution de leurs terres, ce qui nécessite le soutien juridique d'organisations qui aident les communautés dans leurs luttes contre les sociétés de plantation de monoculture. À l'heure actuelle, le village d'Ukami est confronté à de nombreuses difficultés graves qui menacent sa survie. Les surfaces de terres sont extrêmement insuffisantes pour les activités agricoles et même pour les besoins sociaux comme les lieux de sépulture ou les habitations. Il existe de nombreux conflits fonciers, qui s'ajoutent à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition des enfants. L'équipe de SUHODE leur a demandé ce qu'ils pensaient être la solution à leur situation, et leur réponse a été : « *obtenir la restitution d'une partie ou de leur totalité de leur terre* ».

En résumé, sur les 12 villages dans lesquels nous nous sommes rendus, seuls les villages de Chogo, Igowole et Nzivi sont quelque peu à l'abri des difficultés les plus graves apportées par les activités de GRL. Cela s'explique par le fait que dans ces trois villages, il reste suffisamment de terres disponibles. Le village de Chogo possède encore beaucoup de terres, mais les habitants ont dit qu'ils ne se risqueraient pas à les céder à GRL. Les villages de Nzivi et Igowole ont adopté la même position. (1) Malheureusement, le reste des villages endurent de nombreuses difficultés, ils connaissent des pénuries de terres, des conflits fonciers croissants entre les membres de leur communauté locale qui se disputent et se battent pour les terres, sont confrontés aux promesses non tenues par GRL, à des niveaux croissants de VIH/SIDA, à l'insécurité alimentaire, à des niveaux accrus de pauvreté car la plupart de leurs activités économiques dépendent de la disponibilité des terres.

Je profite de cette occasion pour appeler les personnes et les organisations qui partagent notre vision et notre réflexion sur les impacts destructeurs des plantations industrielles d'arbres en monoculture, à travailler ensemble pour soutenir les luttes et les mouvements communautaires contre l'expansion de ces plantations en Tanzanie et dans d'autres parties du monde !

Nous appelons en particulier les citoyens et les organisations de Norvège et de Finlande à nous aider à mettre fin aux investissements destructeurs que leurs gouvernements encouragent dans nos pays !

(1) <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/tanzanie-resistance-communautaire-aux-plantations-darbres-en-monoculture/>

L'agrobusiness c'est le feu: accaparement des terres, déforestation et incendies en Amazonie, au Cerrado et au Pantanal

Les incendies de forêt et la déforestation sont des instruments de consolidation de l'accaparement des terres qui accompagne l'expansion de la frontière agricole capitaliste dans les territoires des peuples autochtones et des communautés traditionnelles

Cinq clés de lecture pour comprendre les incendies de forêts qui ont ravagé le Brésil ces dernières années.

En août 2019, des grands propriétaires terriens se sont mis d'accord pour mettre le feu à la forêt amazonienne brésilienne, plus précisément dans la région sud-ouest de l'État du Pará, lors de ce qui a été surnommé le « Jour du Feu ». L'année suivante, plus au sud, des incendies déclenchés dans des fermes d'élevage qui approvisionnent en viande de grands abattoirs (1), se sont propagés rapidement et ont brûlé 4,1 millions d'hectares au Pantanal (2), une zone humide qui traverse les frontières avec le Paraguay et la Bolivie.

Au cours des trois dernières années, la dévastation socio-environnementale a dominé l'agenda public brésilien, alors que nous assistons sidérés à un gouvernement qui ment sur les causes et sur sa propre responsabilité des faits.

Les données contrôlées par l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE) indiquent qu'en mars 2019, le Brésil avait le plus grand nombre de foyers d'incendies enregistrés dans la série de données historiques débutée en 1998: 5.213. Le mois d'avril 2020 a aussi établi un record, enregistrant le nombre le plus élevé pour cette période, avec 4.117 foyers d'incendies.

Cette situation n'est toutefois pas exclusive du Brésil. En 2020 le panorama de la dynamique des incendies en Amérique du Sud s'est aggravé, avec un nombre de foyers des plus élevés enregistrés depuis 1998 aux mois de mars (31.529 foyers), avril (23.139) et mai (15.070).

Outre les images satellite et les chiffres sur les incendies et la déforestation, il est important de nuancer le débat: d'une part, présenter la dimension de ce qui se vit au niveau horizontal, celui de la forêt, et de l'arrière-pays; de l'autre, souligner ce qui se cache derrière le feu et la tronçonneuse et sa relation avec l'agrobusiness.

Dans ce texte, nous présentons cinq clés de lecture que nous considérons fondamentales dans la coordination du mouvement « Agro é Fogo » (3), une coalition de mouvements sociaux, d'organisations et de [Commissions] pastorales sociales qui travaillent depuis des décennies pour la défense de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal et de leurs peuples et communautés.

1) Les incendies de forêts et la déforestation sont des instruments qui viennent renforcer l'accaparement des terres qui accompagne l'expansion de la frontière agricole capitaliste dans les territoires des peuples autochtones et des communautés traditionnelles.

La déforestation et les incendies sont généralement traités comme un problème purement environnemental. Cependant, la déforestation fonctionne comme un instrument d'appropriation privée des terres et, par conséquent, elle est centrée sur les terres publiques

non destinées, précisément les zones les plus vouées à l'accaparement des terres. (4) Ce qui rend ce processus possible, c'est la régularisation potentielle des terres illégalement appropriées, réquisition fondée sur des amnisties historiquement accordées aux accapareurs de terres et aux déforesteurs, par divers changements normatifs au Brésil. Ces changements se sont accélérés après le coup d'État de 2016 et se sont intensifiés sous le gouvernement de Jair Bolsonaro. (5)

Toutes ces zones de forêts et de bois sur lesquelles le capital essaie d'avancer sont des territoires d'innombrables peuples autochtones et communautés traditionnelles qui les habitent et les protègent, et qui, dans de nombreux cas, n'ont pas eu leurs droits territoriaux reconnus. Il n'est donc pas possible de traiter la question environnementale en la dissociant de la question agraire et foncière au Brésil. Au contraire, selon cette approche, la réforme agraire - y compris l'émission de titres de propriété dans les territoires traditionnels - devrait être envisagée non seulement comme une question d'éthique et de droits, mais aussi comme un impératif écologique.

2) Le réseau de relations de l'AGRO est mondial et partage ses responsabilités dans la dévastation des territoires. Autant l'environnementalisme de marché tente de promouvoir le *greenwashing* des produits de base que le Brésil exporte, autant le système agroalimentaire globalisé, contrôlé par quelques sociétés transnationales hautement financiarisées, est intrinsèquement non durable.

L'économie d'exportation du Brésil est extrêmement dépendante de l'agrobusiness qui occupe des espaces de pouvoir et met sur la table une forme de récit qui exalte la force. Chaque jour, dans la plus grande chaîne de télévision du pays, nous voyons des publicités qui disent : « L'agro est pop, l'agro est techno, l'agro est tout! ». En dépit de sa technologie si exaltée, l'agrobusiness a augmenté son volume de production au cours des dernières décennies, bien plus en raison de l'expansion de la frontière agricole que de l'augmentation de productivité. En ce sens, l'agrobusiness moderne dépend, comme toujours, de l'invasion des terres publiques pour se territorialiser, à l'aide du crime organisé de l'accaparement des terres et de l'exploitation forestière, avec un recours intensif au travail forcé et à la fraude grossière (6). En même temps, dans un cercle vicieux, l'agrobusiness entretient un rapport d'extrême dépendance avec l'État qui, dans cette logique, doit toujours être à son service.

Ce réseau de relations est mondial, connecté aux géants de l'agroalimentaire, - des abattoirs et transformateurs de céréales, en passant par les grands laboratoires, les entreprises d'engrais et de pesticides jusqu'aux exportateurs - ce qui laisse une bonne partie des brésiliens en situation d'insécurité alimentaire, même si le pays est l'un des plus grands producteurs agricoles au monde. Elle est de plus en plus diffuse et financiarisée, comme dans le cas des Fonds de Pension internationaux (7) qui investissent dans les terres accaparées dans le Cerrado brésilien, brouillant les responsabilités partagées. La trace de feu que laisse derrière soi l'agrobusiness brésilien, a des retombées mondiales et les critiques portant sur la non-durabilité des produits de base qui dominent son système agroalimentaire globalisé devrait également foisonner depuis l'international.

3) Le réseau de l'agrobusiness a toujours utilisé le feu pour réaliser la déforestation, l'accaparement des terres et le contrôle territorial, mais avec le carburant 'bolsonariste' l'utilisation du feu comme arme pour menacer et expulser les peuples et les communautés de leurs territoires de vie s'est vue accélérée.

Le feu a toujours été employé dans ces processus comme une véritable arme de contrôle territorial contre les peuples et les communautés, cherchant à les expulser de leurs terres traditionnellement occupées. (8) Il y a pourtant clairement une intensification des attaques au feu sur les *fronts* du projet de destruction « bolsonariste »: le Président Bolsonaro encourage l'illégalité perpétrée par ses partisans. Le nommé « Jour du Feu » longeant l'axe de l'autoroute BR-163 en août 2019 en est probablement l'expression la plus flagrante, mais il ne s'agit pas d'un événement isolé. Pour en donner des exemples, signalons quelques cas intervenus dans différentes régions.

Dans l'expansion de la frontière agricole du Cerrado (9) se trouve la Terre Indigène Gamela, au Piauí. La communauté a été victime de plusieurs incendies criminels provoqués par des accapareurs de terres cultivant du soja: en 2017 et 2020, des maisons ont été incendiées, et en 2021 il y a eu la destruction de clôtures, le vol de biens, un incendie d'un abri familial, en plus des menaces de mort.

Dans la région centre-ouest du Brésil, sur l'ancienne frontière agricole entre le Cerrado et le Pantanal, lors des incendies dévastateurs de 2020 la Terre indigène Kadiwéu a eu plus de 211.000 hectares brûlés, soit 39,15% du territoire. Dans la communauté riveraine de Barra de São Lourenço, trois familles ont dû être secourues par la brigade de sapeurs-pompiers et environ 25 familles ont passé des jours à cohabiter avec les eaux boueuses et pleines de cendres.

Dans l'ainsi nommé « Arc de la Déforestation », une zone de transition entre le Cerrado et l'Amazonie, la terre indigène Parc Indigène de l'Araguaia, située dans l'état du Tocantins, où vivent 3.500 indigènes des peuples Avá-Canoeiro, Iny Karajá, Javaé et Tapirapé ainsi que des indigènes isolés, figurait en 2019 parmi les dix territoires autochtones les plus touchés de l'Amazonie légale par les incendies cette année-là. En 2020, la terre indigène comptait 8 792 points chauds, et en 2021 des incendies ont à nouveau ravagé ce qui restait de la végétation.

Les feux de forêts sont l'expression des conflits territoriaux. Si le Pantanal, le Cerrado et l'Amazonie restent encore debout c'est parce que tant de peuples autochtones et de communautés traditionnelles se sont battus sans relâche pour maintenir leurs territoires. Et c'est la gestion menée par ces peuples et ces communautés qui préserve les forêts et multiplie la socio-biodiversité.

4) Le feu, cette pratique devenue de plus en plus criminalisée, est un élément de la nature géré avec soin et sagesse par les peuples autochtones et les quilombolas ainsi que par les communautés traditionnelles et paysannes dans l'Amazonie, le Cerrado et le Pantanal depuis des millénaires.

Le discours de Bolsonaro à l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2020, selon lequel ce sont "le caboclo et l'indigène" qui mettent le feu à la forêt est évidemment un écran de fumée cynique pour détourner l'attention de l'origine des incendies criminels. Le mot « caboclo » a été utilisé par le président pour désigner les sujets descendants d'indigènes. Même parmi ceux qui soutiennent les luttes des peuples autochtones et des communautés traditionnelles, il y a beaucoup de méconnaissance et de préjugés contre l'agriculture « coivara » (ou agriculture sur brûlis) et d'autres utilisations du feu dans les systèmes traditionnels. (10)

Ces systèmes gardent un lien étroit avec des connaissances anciennes développées et adaptées par les ancêtres de ces peuples et communautés. En ce sens, ils s'inscrivent dans la gestion à long terme des paysages agroforestiers caractérisés précisément par leur grande biodiversité, en plus de nourrir et de générer des revenus pour des milliers de familles. Surtout dans le Cerrado, la gestion de la biomasse permet la prévention des incendies, une connaissance que les peuples autochtones ont aussi apportée en tant que membres des brigades de sapeurs-pompiers dans les programmes des agences environnementales. (11) Tout cet ensemble de connaissances constitue un patrimoine qui doit être valorisé, respecté et non stigmatisé ou criminalisé, comme c'est le cas. Il s'agit d'usages du feu mis en œuvre avec soin et respect pour cet élément, la nature, contrairement au feu capitaliste - directement ou indirectement associé au cycle de déforestation et d'accaparement des terres.

5) L'intensification de la déforestation et des incendies de forêt au cours des deux dernières années doit être considérée comme un défi commun dans la défense de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal

Enfin, il y a une relation socio métabolique entre l'Amazonie, le Cerrado et le Pantanal. L'historique de dévastation du Cerrado pousse à l'expansion de la frontière agricole vers le Pantanal et l'Amazonie. Et la dévastation de plus de la moitié du Cerrado, surtout dans les plateaux où naissent les rivières qui alimentent divers bassins hydrographiques, est intimement liée à la crise hydrique dans diverses régions du pays et avec la baisse du niveau des eaux de la plaine du Pantanal - n'oublions pas que le fleuve Paraguay prend sa source dans le Cerrado, se jette dans le Pantanal et baigne d'autres pays de la région.

Autrement dit, la défense de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal sont des thèmes interconnectés. La coordination « *Agro é Fogo* » (« L'agrobusiness est synonyme d'incendie ») l'a bien saisi et mène donc un combat commun. Nous essayons maintenant d'élargir ce dialogue avec des alliés en Amérique du Sud, car ce réseau socio métabolique s'étend au-delà des frontières et s'étale sur la Pan- Amazonie, le Chaco et le Bosque Seco Chiquitano, où des incendies sauvages se sont également produits à la suite de l'expansion de la frontière agricole.

Diana Aguiar, chercheuse postdoctorale en Sciences Sociales centrées sur le développement, l'agriculture et la société (CPDA) à l'Université rurale fédérale de Rio de Janeiro (UFRRJ), ;
Conseillère à la Campagne nationale pour la défense du Cerrado.

Bárbara Dias, secrétaire exécutive de la coordination « *Agro é Fogo* » et doctorante en anthropologie sociale au Museu Nacional de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (MN/UFRRJ).

Carolina Motoki, coordinatrice de recherche pour la coordination « *Agro é Fogo* » et conseillère de la Campagne nationale de prévention et de lutte contre le travail forcé de la Commission Pastorale de la Terre.

Valéria Pereira Santos, organisatrice de la Commission Pastorale de la Terre dans le Cerrado; Master en revendications populaires et dynamiques régionales de l'Université Fédérale du Tocantins - UFT.

(1) <https://reporterbrasil.org.br/2020/09/fogo-no-pantanal-mato-grossense-comecou-em-fazendas-de-pecuaristas-que-fornecem-para-gigantes-do-agronegocio/>

(2) <https://lisa.ufrj.br/noticias/area-queimada-pantanal-2020/>

(3) <http://www.agroefogo.org.br>

L'expression en portugais « *Agro é Fogo* » peut être traduite littéralement comme « L'agrobusiness est synonyme d'incendie » et en même temps, contient-elle les sous-entendu argotique, « l'agrobusiness est terrible »

(4) A propos de la relation entre la déforestation et l'accaparement des terres, veuillez trouver plus d'information sur: <https://agroefogo.org.br/a-boiada-esta-passando-desmatar-para-grilar/>

- (5) Dans cet article vous trouverez la chronologie de la législation qui a facilité la mise en œuvre de l'accapement des terres: <https://agroefogo.org.br/presidencia-e-parlamento-a-servico-dos-grileiros-legislar-para-grilar/>
- (6) Sur les relations entre déforestation, accapement des terres et travail forcé, veuillez consulter: <https://agroefogo.org.br/trabalho-escravo-expropriacao-e-degradacao-ambiental-uma-conexao-visceral/> et <https://agroefogo.org.br/a-boiada-esta-passando-desmatar-para-grilar/>
- (7) Dans les articles ci-dessous vous allez découvrir les relations entre l'État et l'agroalimentaire, et tout ce que cela entraîne :
- <https://agroefogo.org.br/o-agronegocio-e-o-estado-brasileiro-quem-lucra-quando-a-boiada-passa/> et <https://agroefogo.org.br/ligacoes-perigosas-fundos-de-pensao-internacionais-queimadas-e-grilagens-no-matopiba/>
- (8) Dans la section « *No rastro do fogo* » [*Sur la piste du feu*] vous pourrez suivre les différents conflits systématisés par notre plateforme, avec l'indication des endroits où le feu est utilisé comme arme pour l'occupation illégale des terres publiques, l'intimidation et l'expulsion des communautés et peuples traditionnels : <https://agroefogo.org.br/no-rastro-do-fogo-conflitos-territoriais/>
- (9) Pour démontrer plus concrètement l'intensification de l'utilisation du feu comme arme contre les peuples et les communautés traditionnelles en Amazonie, au Cerrado et au Pantanal pendant les dernières années, nous avons eu recours à la base de données sur les conflits dans la campagne, organisée par la Commission Pastorale de la Terre, ainsi qu'aux [données sur les] conflits territoriaux du dossier « Agro é Fogo ».
- (10) Sur la gestion des incendies dans les communautés traditionnelles, veuillez consulter : <https://agroefogo.org.br/saberes-que-vem-de-longo-usos-tradicionais-do-fogo-no-cerrado-e-amazonia/>
- (11) Consulter: <https://apublica.org/2021/09/conhecimento-indigena-inova-estrategia-de-combate-a-incendios/>

Rencontre mésoaméricaine de communautés contre le palmier à huile

En Mésoamérique, l'expansion de la monoculture du palmier à huile constitue une des principales causes de la déforestation. Des représentantes de communautés autochtones et paysannes se sont réunies pour partager leurs expériences, analyser et débattre sur les conséquences de cette monoculture dans les communautés et territoires et pour tisser des liens de solidarité entre leurs résistances.

Les plantations de palmier à huile avancent en Mésoamérique (une région qui s'étend du sud du Mexique au Panama) alors que l'agro-industrie dispute les territoires des communautés autochtones, paysannes et d'ascendance africaine. Il en résulte la spoliation et la violence contre ces communautés, la perte de la souveraineté alimentaire, la contamination et la pauvreté. Bien que la résistance populaire ait réussi à stopper l'expansion du palmier à huile dans certaines régions, celle-ci continue de menacer la vie des peuples et des communautés.

Dans le processus d'expansion du palmier à huile, appuyé par les gouvernements locaux et nationaux, les entreprises ont multiplié les promesses (1) qui ne sont jamais réalisées et que les communautés organisées ont vertement dénoncées (2). En réponse, les entreprises ont créé des stratégies de marketing pour cacher leur destruction dans les territoires et présenter une image verte à ceux et celles qui consomment l'huile de palme.

C'est ainsi que sont apparus des « contrats » ou des accords avec des petits producteurs, des politiques de « responsabilité sociale d'entreprise » et la promotion de « sceaux verts » et de « certificats, » comme ceux qu'approuvent la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable), bref, de nouvelles stratégies pour cacher les effets de toujours.

D'un autre côté, on a observé que les changements climatiques constituent une nouvelle occasion d'expansion. L'utilisation de l'huile de palme industrielle, d'abord destinée à l'industrie des cosmétiques et à la préparation d'aliments ultras transformés, a par la suite été moussée également comme agrocombustible, matière première dans la production d'énergie et les plantations de palmiers à huile ont été présentés comme puits de carbone et solution de reforestation. Tout cela est reflété dans l'augmentation des superficies de monoculture de palmier, alors que les causes véritables des changements climatiques, comme l'utilisation des combustibles fossiles, ne sont pas abordées.

Voilà la réalité que vivent de nombreux peuples et communautés en Mésoamérique. Le Honduras compte plus de 190 000 hectares semés de palmier à huile distribués dans les départements de Cortés, Yoro, Atlántida et Colón. Au Guatemala, les 171 000 hectares de palmier à huile se trouvent principalement dans les zones du Petén, d'Ixcán, d'Escuintla et de Huehuetenango. Les plus de 90 000 hectares au Mexique sont principalement dans les États du Chiapas, de Tabasco et de Campeche.

Le détournement, la contamination et la réduction des sources d'eau, la reproduction d'animaux qui mettent en péril la santé des personnes, comme les serpents venimeux, la déforestation et la destruction des espaces de vie et même la militarisation des territoires avec la forte présence de groupes paramilitaires sous le couvert de la sécurité privée ou la présence de narcotrafiquants font partie de la violence et de l'imposition constantes que

subissent les communautés lorsque s'installe le palmier à huile dans leurs territoires. Tout cela, et surtout là où les communautés organisées résistent à cette invasion, a généré une violence et une intimidation systématiques contre les défenseurs de la vie qui doivent affronter la criminalisation, les disparitions et les assassinats.

C'est pourquoi des communautés et des organisations du Honduras, du Guatemala et du Mexique se sont réunies en octobre 2021 à San Cristóbal de las Casas, Mexique, pour partager leurs expériences sur la progression et les conséquences de la monoculture industrielle du palmier à huile. Elles ont aussi cherché à établir un diagnostic de la région et à définir des stratégies communes qui les aideraient à combattre ces monocultures.

La rencontre a fondé le Réseau mésoaméricain contre le palmier à huile, dont la Déclaration ci-dessous résume en partie les dénonciations et les réflexions partagées durant la rencontre :

Déclaration du Réseau mésoaméricain contre le palmier à huile

« À San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique, du 4 au 7 octobre 2021, diverses organisations, réseaux, membres et représentants de collectifs du Honduras, du Guatemala, du Mexique, de l'Uruguay et de l'Équateur se sont réunis afin de partager leurs expériences avec les plantations de palmier à huile, d'analyser et d'étudier cette monoculture dans nos territoires et de débattre de ses conséquences.

Le palmier à huile est arrivé dans nos territoires selon un modèle extractiviste accéléré, agressif et prédateur. La monoculture du palmier à huile cause la disparition des sources d'eau, détourne les rivières et détruit les sites sacrés des peuples originaires liés à l'eau. Elle perturbe les visions du monde des peuples originaires, viole les droits du travail et génère l'esclavage. Elle détruit le tissu social. Elle est basée sur l'appropriation des territoires par les entreprises à l'aide de la violence, la tromperie, les mensonges et les fausses promesses, la criminalisation de la contestation sociale, le tout avec la complicité du pouvoir politique.

Les plantations de palmier à huile causent la rupture de la souveraineté alimentaire des peuples, épuisent les sols, accélèrent la déforestation, génèrent la pauvreté et la dépendance, causent des sécheresses et des incendies, détruisent le paysage, génèrent de sérieux problèmes de santé au sein la population, la spoliation et les déplacements, accélèrent les changements climatiques et sont accompagnées de violence, de militarisation et de criminalisation des peuples qui revendiquent leurs droits fondamentaux. Ce modèle touche tout particulièrement les femmes en leur imposant la violence physique et sexuelle.

Pour toutes ces raisons, nos mouvements et nos organisations veulent stopper ce modèle extractiviste, générer des alternatives locales et dévoiler le faux discours qui prétend que les plantations de palmier à huile sont durables, qu'elles génèrent le développement, qu'elles reboisent et combattent les changements climatiques. Et nous voulons développer la conscience que les monocultures de palmier ne sont pas des forêts, mais bien des mégaprojets de mort qui détruisent la planète.

— Nous dénonçons la contamination et la perte de sources d'eau, notamment les dommages à la rivière Tulijá au Mexique.

— Nous exigeons la justice pour les communautés de la rivière Guapinol et les assassinats commis dans le Bajo Aguán au Honduras.

— Nous dénonçons la contamination de la rivière La Pasión par la société [palmicole] REPSA au Guatemala.

— Nous rejetons la persécution de la contestation sociale et des communautés de défenseurs des droits que le modèle de l'agro-industrie du palmier a assassinés, persécutés, criminalisés et judiciairisés et nous nous solidarisons avec les défenseurs de la commune Barranquilla de San Javier que la compagnie Energy & Palma/La Fabril a judiciairisés en Équateur.

Les plantations ne sont pas des forêts !

Pour des territoires libres de monocultures du palmier à huile. »

Un cri pour la vie

Nous ne pouvons omettre de souligner que là où s'établissent les monocultures industrielles de palmier à huile, la vie des femmes est touchée, que ce soit en tant que travailleuses dans les plantations ou résidentes des communautés voisines. Une des participantes à la récente réunion au Chiapas, originaire du Honduras, a écrit un poème qui reflète les sentiments et les expériences que les femmes ont partagés à cette rencontre :

« Ils t'ont offert un faux avenir, une économie qui n'existe pas ; ils t'ont leurrée avec la promesse d'une vie meilleure ; ils t'ont fait croire que c'était mauvais d'avoir une forêt pleine de vie et d'oxygène ; ils t'ont vendu un conte qui n'existe que dans leur esprit malveillant. Tu ne t'en es pas rendu compte et tu leur as tout donné en échange d'un avenir qui n'existe pas. Ils t'ont menti et t'ont détruite petit à petit.

Le temps a passé et aujourd'hui, ceux et celles qui ont grandi dans ton erreur, nous nous sommes rendu compte de ce que tu as fait, de cet avenir qu'ils t'ont vendu que je n'ai pas vu et qui n'existe pas. Je te le reproche, mais je ne t'accuse pas. C'est pourquoi je te dis que moi, nous, nous toutes, nous allons lutter pour détruire ce système tout comme ils ont fait avec toi. Nous allons récupérer ce qui nous appartient.

Ces forêts qu'ils nous ont enlevées redeviendront nos forêts. Nous pourrons à nouveau voir ces cultures qui nous remplissent de vie, nous verrons à nouveau ces femmes pleines de courage et de force, qui donnent vie à nos communautés, le beau sourire des garçons et des filles qui ne sont pas les esclaves de qui que ce soit, qui sont libres.

En disant NON au palmier à huile, NON à la violence, NON à la suppression de nos vies. Ils nous tuent non seulement à l'aide de balles, mais aussi en nous enlevant nos terres et nos territoires.

*Parce que ce n'est pas de la reforestation, mais bien de la déforestation,
Parce que ce n'est pas du travail, c'est de l'esclavage
Cela n'est pas la vie, c'est la mort.*

Aujourd'hui, nous élevons nos voix unies et émancipées, et nous crions C'EST ASSEZ ! »

(par Flor Contreras Ulloa—[voir la vidéo ici](#)) (3)

Dans différents points de Mésoméridique et de l'ensemble de l'Amérique latine, la résistance croît, les communautés organisées se coordonnent pour que ce cri soit entendu partout sur la planète et qu'il parvienne aux communautés en Afrique et en Asie qui sont aussi touchées par cette monoculture. Mais en plus, nous voulons que ce cri soit entendu par ceux et celles qui consomment l'huile de palme industrielle, qu'ils comprennent que ce modèle destructeur de plantations industrielles ne sera jamais durable ni vert.

(1) « 13 réponses à 13 mensonges sur les plantations industrielles de palmier à huile »

<https://wrm.org.uy/fr/files/2018/04/13-mentiras-fra.pdf>

(2) Plantations de palmier à huile (information et récits sur les effets et les résistances)

<https://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/plantations-de-palmiers-a-huile/>

(3) Un grito por la vida (Un cri pour la vie)

<https://www.youtube.com/watch?v=5818UIPASfM>

Plantations de monocultures d'eucalyptus et d'hévéas promeuvent la faim dans les communautés rurales

Sous prétexte de «reboisement» et à la promotion de la monoculture d'arbres en tant que solution pour la crise climatique, les familles atteintes par les plantations d'arbres au Mozambique, Tanzanie et Brésil ont encore une fois dénoncé les graves impacts des monocultures d'arbres dans leur vie et dans l'environnement.

Ayant recours à des promesses d'offre d'emplois permanents, de développement, de construction d'écoles, d'ouverture de rues et de puits d'eau, les plantations d'eucalyptus et d'hévéas occupent de grandes extensions de terres fertiles des familles rurales, contribuant ainsi à la pénurie de terres pour la production d'aliments et à l'intensification de la faim dans les communautés.

À un moment où, sous prétexte du «reboisement», le Gouvernement du Mozambique défend à toute rigueur et promeut la mise en place de plantations de monoculture d'arbres comme l'une des solutions à la crise climatique, des représentants des familles affectées par les plantations d'arbres au Mozambique (dans les provinces de Sofala, Manica, Zambèze et Nampula), Tanzanie et Brésil, réunies le 21 de septembre - Journée Internationale de Lutte contre les Plantations Industrielles d'Arbres - ont dénoncé une fois de plus les graves impacts des plantations de monocultures d'arbres dans leur vie et dans l'environnement.

Des représentants des communautés ont dénoncé encore la destruction de l'écosystème, des lots d'agriculture familiale, des sources d'eau et des systèmes de production des autochtones, débouchant sur l'aggravation et l'approfondissement de la misère dans les familles et dans les communautés rurales, la pollution des écosystèmes, des sols et des ressources hydriques comme résultat de l'usage excessif et non contrôlé de pesticides, fertilisants chimiques et pesticides.

«...les eucalyptus et les hévéas ont occupé et détruit les terres fertiles des lots d'agriculture familiale et les familles n'ont plus, aujourd'hui, de ressources pour s'alimenter et certaines n'ont plus où habiter. Si l'eucalyptus était un aliment, ce serait plus positif, mais il ne l'est pas. Outre, les entreprises détruisent les arbres et utilisent des produits chimiques qui contaminent le sol et l'eau. Des puits et des fleuves se sont desséchés et l'eau potable est devenue rare». «Lorsque quelqu'un décide de travailler sur des lots d'agriculture familiale qui se trouvent sur des terres que l'entreprise affirme lui appartenir, la personne subit l'intimidation et est menacée. Ceci se produit également quand quelqu'un présente une plainte auprès de ses leaders et de ses gouvernants locaux».

Mus par un sentiment d'angoisse et de révolte, les participants de la réunion du 21 septembre ont révélé que la terre où ils produisaient le maïs, le manioc et les haricots constituait leur unique moyen de survie, raison pour laquelle, ces communautés résistent depuis des années aux plantations de monoculture d'eucalyptus des entreprises Green Ressources au Mozambique, et en Tanzanie, de l'entreprise Portucel au Mozambique, de l'entreprise Investissements Forestiers de Mozambique (IFM) et les plantations de monoculture d'hévéa de l'entreprise Mozambique Holdings au Mozambique.

Les appels des communautés affectées ont été largement ignorés par le Gouvernement, les dénonciations et les plaintes présentées, lorsqu'elles reçoivent une réponse, sont traitées de façon superficielle, minimisant à tout prix les allégations et le sentiment des personnes qui

font face quotidiennement à la dure réalité des monocultures d'arbres dans leurs espaces de vie. Malgré les nombreuses évidences de ce qu'aucun investissement en plantations a de fait géré une amélioration des conditions de vie des communautés, le Gouvernement insiste dans la promotion des plantations de monoculture, se refusant à reconnaître les innombrables problèmes déjà évidents de ce modèle extractiviste, qui a déjà suffisamment donné des preuves de son échec.

La rencontre a résulté en une lettre publique qui peut être lue ici :

<https://wrm.org.uy/pt/acoes-e-campanhas/carta-publica-do-encontro-internacional-como-resistir-as-plantacoes-de-monocultura/>, et nous demandons à toutes et à tous de la diffuser amplement.

*Action Académique Pour le Développement des Communautés Rurales (ADECRU),
Justice Environnementale Mozambique (JA!) / Amis de la Terre – Mozambique,
Association des Jeunes Combattants Montes Errego (AJOCME),
Mission Tabita et
WRM*

RECOMMANDATIONS

En 2020, les invasions de terres et les meurtres d'autochtones ont augmenté en pleine pandémie

Le rapport « Violences contre les peuples autochtones du Brésil - Données 2020 », publié chaque année par le Conseil missionnaire pour les autochtones (CIMI), dresse le tableau d'une année tragique pour les peuples autochtones du pays. La grave crise sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus n'a pas, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, empêché les « grileiros » (personnes ou groupes de personnes qui s'approprient de façon illicite des terres publiques ou appartenant à d'autres, en revendiquant ultérieurement un titre foncier en utilisant des documents frauduleux), orpailleurs, bûcherons et autres envahisseurs d'intensifier davantage encore leurs offensives sur les terres autochtones. La violence exercée à l'encontre des peuples autochtones et de leurs territoires va de pair avec le discours et les pratiques d'un gouvernement dont le projet est d'ouvrir les terres autochtones à une exploitation prédatrice, en rendant ces zones disponibles à une appropriation privée et en favorisant les intérêts des grandes entreprises de l'agro-industrie, des sociétés minières et d'autres grands groupes économiques.

Voir le résumé en [espagnol](#), en [français](#), et en [anglais](#)

« Le débat sur le climat ne concerne pas les molécules de CO2 »

Le réseau Oilwatch Amérique latine a publié cette déclaration en octobre 2021 pour souligner l'urgence de veiller à ce que les combustibles fossiles restent dans le sol. La déclaration souligne l'illusion qui se cache derrière des termes tels que « zéro émission nette », « neutralité carbone », « solutions basées sur la nature » ou REDD et affirme que « Prétendre que la lutte contre le changement climatique est une question de mesure et de gestion des molécules de CO2 est un moyen de privilégier le marché et de soumettre les communautés traditionnelles à des violations des droits de l'homme et de la nature, tout en aggravant le réchauffement climatique. » Lire la déclaration en [anglais](#), en [espagnol](#) ou en [portugais](#).

Des voix d'Asie du Sud-Est à l'occasion d'un rassemblement régional

La Semaine de l'environnement du Mékong/ASEAN (MAEW) est une rencontre régionale annuelle et un processus permettant des échanges plus approfondis entre les habitants de la région de l'Asie du Sud-Est, où les acteurs clés peuvent échanger, analyser et débattre sur les problèmes émergents qui les affectent de manière significative. Cette année, le thème choisi était « Redesign ASEAN: Peoples' Voices in World Crises » (« Refonder l'ASEAN : les voix des peuples dans les crises mondiales ») Les discussions ont porté sur la situation environnementale ainsi que sur les aspects économiques, politiques et autres qui ont un impact sur la région et ses habitants. Les présentations ont notamment abordé l'énergie dans la région ; l'écologie du Mékong ; la crise climatique ; la pollution atmosphérique transfrontalière ; les déchets plastiques et la pollution des océans ; la restriction des droits sociaux des jeunes ; la révolution numérique ; les monnaies numériques ; l'économie verte ; l'économie bleue ; le rôle de l'ASEAN ; la géopolitique des puissances mondiales et régionales. Pour en savoir plus et regarder les présentations en anglais et en thaï ici : <https://maew2021.simdif.com/>

Expansion de l'énergie éolienne en Chine et exploitation du balsa en Équateur

Dans une publication récente, l'organisation équatorienne Acción Ecológica met en évidence la manière dont l'exploitation du bois de balsa a impacté les territoires amazoniens autochtones, tant au niveau du tissu social que des forêts (notamment la réserve de faune de Cuyabeno) au pied de la cordillère des Andes. Ce boom du balsa est destiné à l'industrie éolienne chinoise, puisque la Chine est devenue le pays qui a construit le plus de parcs éoliens ces dernières années. La publication décrit également la structure du secteur du balsa en Équateur et ses principaux producteurs et exportateurs. Pour en savoir plus, consulter (en espagnol) : <https://www.accionecologica.org/energias-renovables-selvas-vaciadas-expansion-de-la-energia-eolica-en-china-y-la-tala-de-balsa-en-el-ecuador/>

« L'opium du climat » : intégrer les baleines aux marchés du carbone

Un extrait d'un livre à paraître intitulé « Climate Opium » explique comment nous faisons une overdose de fausses solutions au changement climatique, à tel point que les plus gros mammifères de la planète sont soumis aux dispositifs de tarification du carbone. L'extrait s'intéresse à la façon dont les baleines sont réduites à une opportunité commerciale géante de compensation carbone basée sur la quantité de dioxyde de carbone absorbée par les baleines et comment leurs excréments riches en fer servent de nourriture à de minuscules algues marines appelées phytoplancton, qui absorbent également le dioxyde de carbone. <https://globaljusticeecology.org/wp-content/uploads/CLIMATE-OPIUM-SAVE-THE-WHALES-from-the-Carbon-Market-long-version-POST-1.pdf>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 258 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : Les communautés résistent à l'accaparement des terres et aux plantations d'arbres – Le sommet climatique de 2021 aggravera les deux** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

**Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé «La résistance face aux multiples tactiques d'expansion des monocultures» ?
Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en [cliquant sur ce lien.](#)**

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>